

CNAS du 7 janvier 2016

DÉCLARATION LIMINAIRE



Au cours du 2ème semestre 2015, les fédérations syndicales des Finances Solidaires, CGT, FO, CFTD et CFTC/UNSA ont boycotté les instances et ont exprimé à diverses reprises les motifs de leur mécontentement.

Elles ont notamment dénoncé la véritable remise en cause de la politique sociale dans les ministères économiques et financiers (MEF) par la ponction de 30 millions d'€ des crédits dédiés à l'action sociale pour 2016.

Lors de notre rencontre du 3 décembre dernier, elles ont réclamé des discussions sur l'avenir de l'action sociale au sein des MEF, son financement ainsi que sur l'avenir et le fonctionnement des trois associations ALPAF, EPAF et AGRAF.

A ce jour, aucun calendrier de concertation n'a été proposé aux fédérations.

Aujourd'hui, les fédérations, attachées à une action sociale de haut niveau, exigent l'ouverture d'un cycle de discussions portant sur :

- Un état des lieux de l'action sociale ministérielle en fonction des besoins des agents actifs et retraités sur l'ensemble du périmètre de l'action sociale en concertation avec les organisations syndicales.
- Un budget alloué aux politiques sociales correspondant aux besoins exprimés.
- les associations : leur gouvernance, leur autonomie, les droits et garanties des personnels y exerçant.
- le dialogue social tant au sein des assemblées générales des associations que des conseils de surveillance, ainsi que la place et le rôle des organisations syndicales au sein de ces associations.
- Le dialogue social avec le service DRH3 à tous niveaux.
- La diffusion de l'information au niveau des représentants des personnels

Les Fédérations vous réitèrent leur demande d'un calendrier de concertation dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, nous tenons à dénoncer l'attitude de la DGFIP qui semble avoir décidé unilatéralement de la fermeture de petites structures de restauration.

C'est pourquoi nous exigeons qu'un groupe de travail consacré à la restauration soit convoqué de toute urgence.

S'agissant de la circulaire de la DGFIP sur la restauration financière, aucun nouveau groupe de travail n'a eu lieu.

Elle n'a toujours pas été présentée au CNAS alors qu'elle est lourde de conséquences et déjà mise en application.

Croyez-vous que cette attitude relève d'un bon dialogue social ?

Nous notons également que la note d'orientation pour 2016 de l'action sociale ne figure pas parmi les documents à l'appui de ce CNAS.

Cette note n'aurait-elle plus cours ?

Mais peut-être estimez-vous que les fédérations syndicales n'ont pas à en avoir connaissance et encore moins à la discuter ?

Nous attendons vos explications sur ce point.

Nous dénonçons également que ce CNAS, contrairement aux autres, ne se tienne que sur une demi-journée, ce qui aura pour conséquence, de limiter les débats, ce qui est inacceptable.

Enfin, la situation des assistants de service social avec la mise en place du RIFSEEP nous préoccupe au plus haut point mais nous aurons l'occasion d'en reparler.

L'ordre du jour de ce CNAS porte en particulier sur le projet de budget de l'action sociale pour 2016. Les Fédérations des Finances Solidaires, CGT, FO, CFDT, CFTC/UNSA refusent de cautionner un tel budget imposé par les ministres.

La réduction drastique des moyens alloués à l'action sociale est une première dans nos ministères. Ce budget est une marque de mépris et une provocation à l'égard de tous les agents des MEF qui subissent, par ailleurs, la baisse de leur pouvoir d'achat et de leurs rémunérations et qui doivent faire face à des suppressions massives d'effectifs et à des conditions de travail de plus en plus dégradées.

Les Fédérations réaffirment leur attachement à une action sociale de qualité, de haut niveau et qui réponde aux attentes des agents.

Elles réaffirment également leur volonté de garantir l'Action Sociale comme une priorité des politiques ministérielles.